

Suite de la page 36

En Grèce, les deux partis révisionnistes, comme d'ailleurs le parti socialiste (Pasok) sont contre l'adhésion de la Grèce à la CEE. Le KKE (PC de l'extérieur prosoviétique) qui a connu une toute relative poussée aux municipales d'octobre 1978 et tente actuellement de s'élargir en récupérant l'influence du PCG multipliant dans ce sens les contacts avec les partis de l'eurorévisionnisme (PCF-PCI), ainsi que le PCG (PC de l'intérieur) créé en 1968 après l'invasion de la Tchécoslovaquie, très proche du PCF, refusent l'élargissement, considérant les conditions d'adhésions inadmissibles et préjudiciables pour leur pays.

Au Portugal, le PCP se déclare également opposé à l'entrée du Portugal dans la communauté européenne, considérant que l'intégration signifierait la ruine de nombreux secteurs de l'économie portugaise et «la liquidation des grandes transformations démocratiques réalisées par la révolution portugaise».

Cependant que le PCB (belge) dans le manifeste qu'il a sorti le 1<sup>er</sup> mars «Pour une Europe plus démocratique, plus proche des travailleurs» indique qu'il n'est pas hostile à l'élargissement de la CEE à condition qu'il s'accompagne de «garanties».

Les divergences sont plus claires encore concernant les positions respectives du PCI et du PCE tout à fait favorables à l'Europe.

Le dirigeant révisionniste G. Amendola dans un rapport sur l'Europe présenté au CC du PCI déclarait qu'il existait aujourd'hui «la nécessaire formation d'un pouvoir nouveau, plurinational, capable de faire face à des tâches que les États pris séparément ne sont pas en mesure d'assumer, pour promouvoir une politique de programmation communautaire».

Le PCI a pris position en faveur d'une «démocratisation de la CEE» qui serait assurée selon lui par l'accroissement des pouvoirs du Parlement européen et par l'élargissement de la CEE à la Grèce, à l'Espagne et au Portugal. Le PCI ne remet pas en cause l'appartenance des pays de la CEE à l'OTAN. A propos du SME, le PCI a seulement jugé «précipitée» l'adhésion de l'Italie au système monétaire européen.

Ainsi, MG Napolitano, responsable du PCI, économiste, pouvait déclarer «l'Italie est peut être le seul pays où la campagne électorale pour le Parlement européen ne verra pas d'affrontements ou de concurrence sur le terrain de l'opposition à l'Europe. Aucune des grandes forces politiques italiennes n'agitera de motif d'opposition à la CEE sur un plan nationaliste. On confrontera, en revanche des positions différentes et des conceptions concrètes pour un choix européen commun».

Quant au PCE, après la vive polémique engagée au mois d'août 1978 entre PCF et PCE, le communiqué final rédigé après la rencontre des deux partis à Madrid fait état de divergences importantes :

«De l'examen franc et approfondi de leurs positions respectives, il ressort qu'une différence radicale d'appréciation demeure».

Suite page 38

ce de la France aux multinationales, à l'Allemagne de Bonn et au «10<sup>e</sup> européen» les USA...

Les thèmes mis en avant sont grossiers, d'un chauvinisme cocardier provocant, complètement éloigné de la réalité. Quand on lit «la seule ambition du pouvoir giscardien, c'est de prendre appui sur l'étranger pour s'opposer au peuple de France dans la tradition des émigrés de Coblenz, de Thiers s'alliant à Bismarck contre la Commune, ou de la collaboration pétainiste avec Hitler», dans cet amalgame historique, on reconnaît difficilement le gouvernement français cherchant à faire payer la crise aux travailleurs français. Les références

à 1914, 1945 visant à présenter l'Allemagne comme l'ennemi principal, la description des rouages «implacables» des institutions communautaires à Bruxelles s'étaient portés dans la presse révisionniste.

Or cette propagande sur l'Europe martelée, répétée à tous propos est relativement récente. En effet, elle date de quelques mois, de l'après mars 1978. Alors, le parti révisionniste ne connaissait qu'un refrain, celui des nationalisations, qu'il a mis aujourd'hui en sourdine. A cette époque, il ne portait pas ces anathèmes sur la construction européenne... puisqu'il envisageait sa participation à la CEE.

Suite de la page 36

cadre d'un gouvernement de gauche, avec bien sûr quelques mesures visant à «démocratiser les institutions européennes». Nous sommes bien loin des appels du PCF à l'abrogation du Traité de Rome !

Il est dit dans le programme commun «le gouvernement aura à l'égard de la CEE un double objectif :

- d'une part, participer à la construction de la CEE, à ses institutions, à ses politiques communes avec la volonté d'agir en vue de la libérer de la domination du grand capital, de démocratiser ses institutions, de soutenir les revendications des travailleurs et d'orienter dans le sens de leurs intérêts les réalisations communautaires»...

- d'autre part, préserver au sein du Marché commun sa liberté d'action pour la réalisation de son programme politique, économique et social».

Le PCF en 1970 déclarait par la bouche de J. Kanapa : «l'élection au suffrage universel du Parlement européen ne changerait rien. Cette élection se traduirait par le même résultat qu'aujourd'hui à savoir qu'il y siègerait une majorité réactionnaire...», «un tel parlement ne représenterait en rien les peuples de cette partie de l'Europe ; il ne serait qu'un alibi pour le grand capital et ses commis». Deux ans plus tard, le PCF envisageait sa participation dans ce même parlement, et plus encore, revendiquait des pouvoirs supplémentaires : «l'assemblée de la communauté, appelée à voter annuellement le budget, doit pouvoir en contrôler l'exécution. Elle devra aussi être plus étroitement associée à la préparation des décisions de toute nature de la communauté». C'est ainsi en 1973 que pour la première fois quatre représentants du PCF siègent à l'Assemblée européenne. Pour le PCF, alors, l'Europe est à l'heure de l'union de la gauche, et au 20<sup>e</sup> congrès (1973) Marchais déclarait : «en Europe il est temps d'établir des rapports nouveaux entre PC et PS de cette région du monde. A l'échelle internationale, comme dans chaque pays, notre mot d'ordre est : UNION...».

Pour aboutir à la signature du programme commun, le PCF n'a pas hésité à mettre en sourdine ses

Suite page 38